

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je comprends que le député n'a probablement pas lu tous les rapports parus ces derniers jours.

Tous s'accordent sur un point: pour faire baisser les taux d'intérêt, il faut diminuer le déficit. Si mon collègue a quelques idées sur la façon de diminuer le déficit, laissons-le participer au débat. Laissons-le. . .

Des voix: Démissionnez.

M. le Président: Le député de Moose Jaw—Lake Centre.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Rod Laporte (Moose Jaw—Lake Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Les agriculteurs des Prairies ne peuvent pas vendre leurs céréales. Des milliers de boisseaux risquent tout simplement de pourrir au sol. Les faillites d'exploitations agricoles et de commerces ruraux ont augmenté de 25 p. 100 depuis l'année dernière. Tous les députés de l'Ouest peuvent rapporter des cas tragiques qui arrivent à leurs d'électeurs. L'Ouest est en récession.

Quand le gouvernement va-t-il accorder une aide réelle aux agriculteurs des Prairies, au lieu de se contenter de belles paroles? C'est tout de suite qu'ils en ont besoin.

• (1440)

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je suis gré au député de sa question et je reconnais les graves problèmes auxquels les agriculteurs font face, notamment dans l'ouest du Canada.

Comme le député le sait, le printemps dernier, nous leur avons accordé une aide d'urgence évaluée à environ 500 millions de dollars. Nous espérons que les gouvernements provinciaux en feraient autant. Malheureusement, ce montant n'a été égalé qu'en partie, ce qui a tout de même permis, à mon avis, d'aider un peu les agriculteurs à rentrer leurs récoltes. Nous avons actuellement une récolte sans précédent qui cause des goulots d'étranglement. On envisage plusieurs solutions.

Toutefois, je tiens à rappeler au député que ce problème existe depuis déjà un bon moment. Nous tentons de l'étudier aux négociations du GATT, dans l'espoir de

surmonter la situation chaotique qui règne sur le marché international. Nous travaillons avec acharnement à établir un programme de soutien du revenu à long terme.

Le député se réjouira d'apprendre, j'en suis sûr, que je vois d'un oeil très favorable le rétablissement d'avances de fonds sans intérêt, à condition qu'il puisse être lié à une solution à long terme.

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Une question supplémentaire, monsieur le Président. Les politiques dont le ministre de l'Agriculture parle aujourd'hui ne font rien pour atténuer la crise financière que l'agriculture connaît actuellement. La discussion sur le rétablissement des paiements anticipés sans intérêt s'impose, à mon avis. Des députés de son propre parti parlent aussi de les rétablir.

Le ministre peut-il nous dire aujourd'hui que d'ici la fin de la semaine, ces paiements seront disponibles pour les agriculteurs de l'Ouest afin qu'ils ne soient plus à la merci des banques?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, j'ai dit que nous étudions la question en priorité.

Je voudrais aussi rappeler au député et à ses collègues que ce matin, le premier ministre, moi-même et d'autres membres du Cabinet, nous avons rencontré M. Dunkel, le chef de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui est actuellement au Canada pour coordonner les efforts en vue de mettre de l'ordre dans le chaos qui règne sur les marchés mondiaux.

C'est grâce au premier ministre que l'agriculture a été placée au premier rang du programme du GATT et il faudrait le féliciter pour cela. Nous avons maintenant l'occasion de nous attaquer à la situation à long terme, ce qui nous aidera évidemment à long terme mais aussi à court terme.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances qui a été mis en garde au printemps dernier par les premiers ministres provinciaux de l'Ouest contre le risque d'une récession dont nous serions les auteurs. Ils l'ont mis en garde contre le recours aux taux d'intérêt élevés, le manque de confiance à l'égard de ses programmes et l'imposition de la TPS, qui ne feraient qu'aggraver la crise économique dans l'Ouest.